

# RAPPORT D'ACTIVITE

2019

“ UN AN  
AVEC L'APVF ”



APVF  
PETITES VILLES  
DE FRANCE



# L'EDITO

## Au service de nos territoires et de leurs élus

L'année 2019 a sans nul doute été marquée par l'émergence du mouvement « des gilets jaunes ». Ce mouvement parti essentiellement de la France périphérique et notamment de nos petites villes a remis la question de la fracture territoriale au cœur des débats. Nous l'avons dit dès le début de cette année : « l'urgence est sociale et territoriale ».

En publiant en janvier dernier un manifeste « pour un nouveau contrat territorial », c'est-à-dire une contribution destinée à réduire les fractures territoriales et sociales, l'APVF s'est placée tout au long de l'année au cœur de l'actualité.

### « Nous avons été proposants, exigeants et constructifs »

Comme toujours, fidèles à ce principe, nous avons été proposants, exigeants et constructifs. Nous ne nous

sommes pas contentés de commenter, de critiquer, nous avons formulé des propositions. Celles-ci ont concerné les questions de mobilité, d'offre de soins, de revitalisation des cœurs de ville, pour lesquels nous avons enfin obtenu le lancement du plan « petites villes de demain », qui devrait être mis en œuvre juste après les élections municipales. Il en est de même pour la transition écologique ou encore la solidarité territoriale plus que jamais nécessaire entre métropoles et petites villes. En un mot, nous n'avons pas chômé.

Les questions financières avec la suppression de la taxe d'habitation nous ont également beaucoup occupé, sans oublier nos propositions pour améliorer les conditions d'exercice des mandats locaux, plus nécessaire que jamais à quelques mois des futures élections municipales. Il y a eu des avancées, parfois modestes mais de nombreux chantiers sont ouverts. Avec votre soutien et votre concours, nous poursuivrons en 2020 notre combat avec détermination ■



**Christophe Bouillon**

Député de Seine-Maritime  
Maire honoraire de Canteleu  
Président de l'APVF



**Pierre Jarlier**

Maire de Saint-Flour  
Président délégué de l'APVF



# NOS MISSIONS |

## Notre cœur de métier : la défense des petites villes

**D**epuis 30 ans, l'APVF mène un lobbying actif au service des intérêts des petites villes. L'APVF est un interlocuteur écouté et considéré des pouvoirs publics, notamment du Gouvernement, du Parlement, et

les élus des petites villes de France : chacun y a sa place et toutes les sensibilités politiques républicaines y sont représentées. Pour créer du lien entre adhérents, l'APVF organise des Rencontres régionales régulières d'élus de petites villes et des formations en région pour partager solutions et bonnes pratiques sur les enjeux du mandat municipal.

L'APVF organise par ailleurs chaque année les Assises de petites villes qui réunissent près de 400 maires qui échangent entre eux et interpellent les ministres présents sur leurs difficultés et leurs propositions. A noter enfin que l'APVF est également la première association d'élus à avoir créé, en octobre 2018, son propre Réseau des directeurs généraux de services des petites villes.

des grands corps de l'Etat, avec lesquels elle nourrit un dialogue exigeant et constructif sur tout sujet impactant la gestion publique locale. L'APVF est représentée et participe activement à toutes les instances-clés du monde local (Comité des finances locales, Conseil national d'évaluation des normes, CNT...) Sur le plan législatif, l'APVF peut s'appuyer sur un réseau de parlementaires pour défendre les petites villes et porter des amendements élaborés en lien avec ses adhérents.

## Cultiver un réseau pluraliste, actif et convivial

L'APVF est l'association de tous

## Des expertises à votre service pour renforcer votre capacité à agir

L'APVF rédige des notes techniques précises et des recueils de bonnes pratiques qu'elle met à disposition de ses adhérents *via* un espace de documentation sur son site internet : [www.apvf.asso.fr](http://www.apvf.asso.fr).

L'APVF met à la disposition des élus adhérents et leurs équipes un avocat en droit des collectivités territoriales pour répondre rapidement et précisément à toute question juridique. L'APVF, c'est aussi une équipe pluridisciplinaire de 6 collaborateurs spécialisés pour assister les élus et leurs services. Pour accompagner la montée en compétence de ses adhérents, l'APVF organise enfin des journées d'études en fonction de l'actualité législative.

## Vous fournir une information claire sur les enjeux qui comptent

L'APVF propose des publications périodiques (hebdomadaires et mensuelles) afin d'éclairer les élus et leurs équipes sur l'actualité susceptible de les impacter. Les adhérents bénéficient ainsi d'une couverture analytique de l'actualité des petites villes.

## Donner échos et visibilité

L'APVF valorise les petites villes sur le plan médiatique à travers l'organisation de conférences de presse, la mise en relation de journalistes avec des maires de petites villes et des prises de position publiques largement relayées dans la presse nationale et régionale. L'APVF propose également à ses membres de la représenter lors divers conférences •



# LES CHIFFRES CLES

1 200

communes  
adhérentes

en métropole et en outre-mer

1M€

de budget

27

partenaires  
institutionnels

45

nouvelles  
adhésions

450

élus présents  
aux Assises

12

formations

21

rencontres  
ministérielles

14

auditions  
parlementaires



Pierre Jarlier, Gérard Larcher, Christophe Bouillon et Loïc Hervé aux 22èmes Assises des Petites Villes à Uzès le 20 septembre 2019



Antoine Homé, Thomas Cellier, Romain Colas lors de la Journée finances locales de l'APVF le 22 octobre 2019

# LES AVANCEES OBTENUES

Un maintien de la **stabilité des dotations de l'Etat** aux communes en 2019

Après de très fortes diminutions ces dernières années, l'APVF a obtenu une stabilisation globale de la DGF. Ce principe a été arrêté dans la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022. Ce qui ne signifie pas un arrêt des baisses individuelles.

Le plan « **Petites villes de demain** » pour redynamiser les centres-villes

Après le rendez-vous manqué du premier appel à manifestation d'intérêt, le Premier ministre, Edouard Philippe, a annoncé, lors de nos assises à Uzès, le lancement d'un plan ambitieux pour accompagner les petites villes dans leurs politiques de revitalisation des centres-villes. Le plan devrait être opérationnel dès le lendemain des élections municipales.

173 mesures en faveur du **monde rural** dans le cadre de l'agenda rural

L'APVF, par la voix de son Président délégué Pierre Jarlier, a participé activement aux travaux de la mission Agenda Rural. Sur les 200 propositions formulées par la mission, 173 mesures ont été retenues par le Gouvernement. Ces nouvelles mesures ont vocation à venir compléter des lois et des dispositifs existants.

Un **renforcement du rôle du Maire** au sein des intercommunalités

L'APVF a obtenu, dans le cadre du projet de loi Engagement et proximité la création d'une Conférence des maires obligatoire au sein des EPCI. Dans le même texte, le législateur a souhaité réformer la définition de l'intérêt communautaire qui devra désormais recueillir, au sein du conseil communautaire, l'accord des représentants de la moitié des communes membres.



# LA GOUVERNANCE |



**Christophe BOUILLON**

Président

Député, Maire honoraire  
de CANTELEU



**Pierre JARLIER**

Président délégué

Maire de SAINT-FLOUR



**Antoine HOME**

1<sup>er</sup> Vice-Président

Maire de WITTENHEIM



**Martin MALVY**

Président d'honneur

Ancien Ministre

**Loïc HERVE**

Secrétaire général

Sénateur, Conseiller municipal de  
MARNAZ

**Marie-France BEAUFILS**

Vice-Présidente

Maire de SAINT-PIERRE-DES-  
CORPS

**Jean-Yves DE CHAISEMARTIN**

Vice-Président

Maire de PAIMPOL

**Anne GALLO**

Vice-Présidente

Maire de SAINT-AVÉ

**Philippe LAURENT**

Vice-Président

Maire de SCEAUX

**Grégoire LE BLOND**

Vice-Président

Maire de CHANTEPIE

**Rémy REBEYROTTE**

Vice-Président

Député, Conseiller municipal  
d'AUTUN

**Pierre-Alain ROIRON**

Vice-Président

Maire de LANGEAIS

**Nicolas SORET**

Vice-Président

Président de la CdC du JOVINIEN

**Nathalie NIESON**

Vice-Présidente Trésorière

Maire de BOURG-DE-PÉAGE

**Xavier NICOLAS**

Trésorier adjoint

Maire de SENONCHES

**Gilles BEDER** (SALINS-LES-BAINS), **Jean-Pierre BOUQUET** (VITRY-LE-FRANCOIS), **Maryvonne BOQUET** (DOURDAN), **Christine BOST** (EYSINES), **Loïc CAURET** (LAMBALLE), **Luc CLEMENTE** (SCHOELCHER), **Christophe CHAILLOU** (SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE), **Romain COLAS** (BOUSSY-SAINT-ANTOINE), **Bastien CORITON** (RIVES-EN-SEINE), **Pierre DUCOUT** (CESTAS), **Benjamin DUMORTIER** (CYSOING), **Olivier DUSSOPT** (Secrétaire d'État, ANNONAY), **Sébastien EUGENE** (CHATEAU-THIERRY), **Jean-Marc GABOUTY** (Sénateur, COUZEIX), **Eric HOULLEY** (LURE), **Nicolas JANDER** (ALTKIRCH), **André LAIGNEL** (ISSOUDUN), **Fabien LAINÉ** (Député, SANGUINET), **Hervé MARITON** (CREST), **Jean-Michel MORER** (TRILPORT), **Vincent MORETTE** (MONTLOUIS-SUR-LOIRE), **Yohann NEDELEC** (LE RELECQ-KERHUON), **Hervé PRONONCE** (CENDRE), **Stéphan ROSSIGNOL** (LA GRANDE-MOTTE), **Christophe ROUILLON** (COULAINES), **Hervé SAISON** (HONDSCHOOTE), **Frédéric SAUSSE** (TOURNON-SUR-RHONE), **Igor SEMO** (SAINT-AURICE), **Francisque VIGOUROUX** (IGNY) •

# L'EQUIPE INTERNE

**André Robert**

Délégué Général  
arobert@apvf.asso.fr

**Nathalie Picard**

Assistante de direction  
npicard@apvf.asso.fr

**Philippe Bluteau**

Avocat au Barreau de Paris  
Conseiller juridique  
Directeur des formations

**Sacha Bentolila**

Conseiller relations avec le  
parlement, développement durable  
et mobilités  
sbentolila@apvf.asso.fr

**Emma Chenillat**

Conseiller finances locales,  
logement et culture  
echenillat@apvf.asso.fr

**Clément Cunin**

Responsable de la communication  
Conseiller politiques territoriales,  
sécurité et prévention, éducation  
ccunin@apvf.asso.fr

**Tugdual Le Lay**

Conseiller Europe, aménagement  
du territoire, santé, revitalisation  
des centre-villes  
tlelay@apvf.asso.fr

# LES PARTENAIRES





# LES 22<sup>E</sup> ASSISES D'UZES

L'Association des petites villes de France (APVF) organisait les 19 et 20 septembre à Uzès (Pont-du-Gard) les **22<sup>èmes</sup> Assises des Petites Villes**, en présence de **Edouard Philippe, Premier ministre**, de **Gérard Larcher, Président du Sénat** et de plusieurs membres du Gouvernement.



Plus de **450 élus de petites villes**, venus de métropole et d'outre-mer ont participé à cet évènement. De nombreux élus, chercheurs, personnalités du monde associatif et partenaires de l'APVF sont intervenus durant ces deux journées autour du thème : « Petites villes de demain : territoires d'avenir ».

Le premier jour une table-ronde introduite par notre grand témoin Jérôme Fourquet, Directeur du département Opinion à l'IFOP, nous a permis d'aborder les trois grands défis auxquels les petites villes sont confrontées : la question de la mobilité, la problématique du vieillissement et de la désertification médicale et le défi de la jeunesse. Sur ces trois

sujets, les intervenants et les élus des petites villes sont parvenus à faire émerger un certain nombre de propositions concrètes et à mettre en lumière des initiatives locales.

Le deuxième jour, après une série d'ateliers et avant l'allocution de Gérard Larcher, Président du Sénat, une table ronde intitulée

« Petites villes de demain : atouts et promesses d'avenir : comment maîtriser la métropolisation ? » a donné lieu à un riche échange entre élus et partenaires (La Poste, la Banque des Territoires et la Fédération nationale

des travaux publics) sur la nécessité de promouvoir une politique d'aménagement du territoire concertée et équilibrée.

## Célébrer les 30 ans de l'APVF

Ces assises étaient également

l'occasion de célébrer les 30 ans de l'association en présence de Martin Malvy, Président d'honneur et fondateur, et d'Olivier Dussopt, Secrétaire d'Etat et ancien Président de l'APVF.

## Au Pont du Gard, Edouard Philippe lance l'acte II du quinquennat pour enjambrer les municipales

Le 19/09/2019 dans *Le Courrier des Maires*

LE COURRIER DES MAIRES et des élus locaux



L'annonce par Edouard Philippe, dans le cadre de ces assises, de l'**initiative « Petites Villes de demain »**, un plan transversal pour les petites centralités, a été saluée par l'APVF. Ce plan répond à une demande ancienne des élus des petites villes, notamment pour redynamiser leurs cœurs de ville.



Olivier Dussopt, Martin Malvy et Christophe Bouillon lors des 22<sup>es</sup> Assises de l'APVF le 19 septembre 2019

# RÉSOLUTION FINALE D'UZÈS

**A** moins de six mois des prochaines élections municipales, les Maires de petites villes se sont réunis à Uzès (Pont du Gard) pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'APVF mais aussi pour réfléchir et débattre des défis qu'ils devront relever au cours de la prochaine décennie.

Ils ont rappelé à cette occasion le rôle irremplaçable des petites villes sur l'échiquier territorial, notamment pour l'équilibre entre les métropoles et le monde rural.

Mais pour répondre aux défis de demain et en particulier celui du vieillissement et de la désertification médicale, de la mobilité et de l'accessibilité comme de l'attractivité économique, les petites villes ont besoin d'être davantage soutenues par l'Etat et par les grandes collectivités territoriales. Les élus des petites villes appellent donc à la mise en œuvre d'une nouvelle solidarité territoriale, que l'APVF a précisément définie dans le « contrat territorial » élaboré au moment de la crise des gilets jaunes.

Certaines petites villes réussissent fort bien et font preuve d'un dynamisme économique certain ; d'autres sont malheureusement en situation de déshérence. Celles-ci doivent pouvoir bénéficier d'une **attention prioritaire** de l'Etat et ne plus subir les **multiples**

**restructurations de services publics** auxquelles elles ont été confrontées depuis des années.

En résonance avec la Contribution de l'APVF sur la réduction des fractures sociales et territoriales transmise au Gouvernement lors du Grand débat, les maires des petites villes appellent celui-ci à relever avec les petites villes les défis d'avenir, en :

- garantissant la visibilité et une juste répartition des moyens de l'action locale,
- en s'appuyant sur le dynamisme des petites villes pour résorber la fracture territoriale,
- et en favorisant l'engagement de tous dans les mandats locaux.

## Garantir la visibilité et une juste répartition des moyens de l'action locale

La suppression totale de la taxe d'habitation par le Gouvernement, dont aucune association d'élus n'était demandeuse, appelle des garanties permettant aux collectivités territoriales qui la percevaient de continuer non seulement d'assurer, à

long terme, les services publics dont elles ont la charge mais également de jouir de l'autonomie financière que la Constitution leur reconnaît.

Le scénario présenté par le Gouvernement, consistant à transférer aux communes **l'intégralité de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements** apparaît comme le moins défavorable au bloc communal. Pour s'en assurer, l'APVF demande que l'ensemble des communes disposent de **simulations rigoureuses** avant la mise en œuvre de la réforme. L'APVF appelle le Gouvernement à prévoir, en outre, une **clause de revoyure** permettant de prendre en compte, tous les 5 ou 10 ans, l'évolution de la situation de chaque commune. L'APVF suivra avec une attention toute particulière les modalités de compensation financière des départements, qui demeurent des alliés incontournables pour les petites villes.

En tout état de cause, l'APVF se félicite de l'annonce de la poursuite la **révision des valeurs**



**locatives** cadastrales pour les locaux à usage d'habitation.

Le nouveau système de financement des collectivités locales qui s'appliquera à compter de 2021 doit s'accompagner de **mécanismes de péréquation efficaces**, permettant de corriger réellement les inégalités entre les collectivités locales. Une réflexion d'ampleur doit s'engager car la péréquation telle qu'elle est conçue aujourd'hui ne remplit pas cet objectif constitutionnel. L'APVF plaide pour une refonte des critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement afin qu'ils tiennent davantage compte de la richesse (à la fois de la commune et de la capacité contributive des contribuables) et des charges de centralité.

En outre, l'APVF propose la création d'un **fonds national de solidarité territoriale** alimenté par les métropoles à due proportion de leur richesse et par l'Etat. Ainsi, seraient créées les conditions d'une nouvelle Alliance des territoires qui permettrait de travailler, ensemble, à un développement solidaire de tous les territoires. Dans cette optique, l'APVF fait siennes nombre de propositions émises dans le cadre de l'Agenda rural à l'élaboration duquel elle a activement contribué en rappelant que petites villes et monde rural ont un destin commun.

## S'appuyer sur les petites villes pour résorber la fracture territoriale et réussir la transition écologique

L'APVF appelle à la fois à la **modernisation et à la sauvegarde** des services publics, au nom de l'égalité territoriale. Les réformes en cours doivent être guidées par le souci d'assurer plus d'égalité entre les territoires et les habitants : il n'y a pas de territoires mineurs ni de citoyens de seconde zone. La solidarité nationale s'exprime en premier lieu par les services publics, qui doivent par conséquent bénéficier de financements pérennes.

En la matière, tout se tient : **un territoire est attractif pour les ménages et les entreprises s'il est, à la fois, correctement irrigué par les infrastructures de transport en commun et connecté aux réseaux numériques, si le centre-ville est dynamisé par un commerce de proximité et une offre de logements de qualité et si les services publics, notamment les plus régaliens d'entre eux, demeurent accessibles.**

Pour garantir l'attractivité des petites villes, le renforcement de la « présence humaine » dans les territoires est indispensable.

D'autre part, l'APVF accueille

favorablement l'annonce faite hier lors de nos Assises par le Premier ministre concernant la **revitalisation de nos cœurs de ville**. Il s'agit d'un enjeu considérable eu égard à la paupérisation de nombreux centres-villes, de la crise de l'immobilier, du nombre de logements vacants et de la désertification commerciale. L'APVF milite de longue date pour un plan national d'envergure à destination des petites villes, similaire au Plan Action Cœur de Ville.

L'APVF prend acte que ce plan ne démarrera qu'après les prochaines élections municipales. Elle attend la mise en place de mesures très concrètes concernant la réhabilitation des centres-anciens, le soutien à l'investissement avec des mesures fiscales adaptées, ainsi qu'un plan ambitieux de revitalisation du commerce de proximité.

En ce qui concerne l'**offre de soins**, l'APVF attire à nouveau l'attention du Gouvernement sur l'ampleur du problème, l'accroissement des inégalités de l'offre dans les territoires et l'aggravation spectaculaire de la **désertification médicale**.

Si l'APVF approuve certaines mesures du texte de loi « Ma Santé 2022 » portée par la Ministre de la Santé et notamment la suppression du « numerus clausus », ou encore l'instauration de stages

obligatoires pour les internes dans des zones sous dotées, elle constate que certaines de ces mesures n'auront des effets positifs au mieux que dans une dizaine d'années.

L'APVF regrette que les gouvernements successifs aient refusé jusqu'alors d'instaurer de **véritables mesures de régulation**, à l'instar de celles qui existent pour d'autres professions. La dégradation de la situation et l'amplification du phénomène de désertification médicale pourraient conduire les Gouvernements futurs à instaurer des mesures plus coercitives.

De même, l'APVF s'inquiète de la situation dans les services d'urgence de très nombreux hôpitaux. Les ARS continuent à fermer certains services de petites structures hospitalières, contribuant ainsi à la saturation des services des gros hôpitaux. L'APVF demande au Gouvernement un réel effort financier, l'accélération de la suppression du paiement à l'acte et la fin de la logique de fermeture des lits qui a tant contribué à la détérioration de la situation. Dans cette optique, elle suivra avec une très grande vigilance la mise en place des décrets d'application des futurs **hôpitaux de proximité**, en formant le vœu que ces derniers ne soient pas cantonnés à des missions de simples soins de suite pour les personnes âgées.

Résorber la fracture territoriale

implique non seulement que les services publics demeurent présents sur le territoire, mais également qu'ils soient **accessibles**. A ce titre, l'APVF appelle, de longue date, à résorber les zones blanches de la mobilité. Le mouvement des Gilets Jaunes, né de la hausse du prix du carburant, a confirmé l'urgence et l'importance de ce défi. Pour y répondre, l'APVF demande au Gouvernement la mise en place d'un véritable plan d'investissement pour les petites lignes ferroviaires et réclame des dispositifs pour accompagner la mobilité à partir de ces lignes. L'APVF appelle également à poursuivre le déploiement de tiers lieux dans nos territoires.

Cet enjeu de la mobilité s'articule nécessairement avec le **défi de la transition écologique**. Le changement climatique qui se produit à une vitesse inouïe impose un changement de braquet. Réussir la transition écologique, c'est ouvrir de vraies perspectives pour une plus grande justice sociale et territoriale. Ainsi, la transition écologique ne saurait être vécue comme une injustice supplémentaire par les habitants des petites villes, des zones rurales et des territoires périurbains. Elle doit être juste socialement et géographiquement différenciée.

Quant à la couverture en téléphonie mobile, de nombreuses petites villes, situées dans des zones dites « grises »,

ont un besoin urgent de renforcement de la qualité du réseau, pour donner toute la mesure à leurs capacités de développement. Au-delà de l'enjeu de la couverture, l'enjeu des usages est primordial. L'inclusion numérique doit également être une priorité.

Enfin, si l'APVF approuve la création de **l'Agence nationale de la cohésion des territoires** (ANCT), elle forme le vœu que cette Agence soit dotée d'un budget opérationnel conséquent lui permettant d'aider véritablement les petites villes et les communes rurales en termes d'ingénierie.

## Favoriser l'engagement de tous dans les mandats locaux

Le décès du Maire de Signes, Jean-Mathieu Michel, est venu illustrer à nouveau le rôle de plus en plus complexe et la place irremplaçable des maires dans les communes, et particulièrement dans les petites villes. Les élus ont malheureusement, encore trop souvent, le sentiment d'être laissés seuls en première ligne, sans moyens pour faire respecter le droit et la sécurité. Les maires incarnent l'autorité républicaine et doivent, à tout le moins, être épaulés par les services régaliens de l'Etat quand cette autorité est mise en cause, par des actes menaçants ou des paroles diffamatoires. A ce titre, l'APVF

appelle la ministre de la Justice à inviter les **Parquets à mobiliser tous les moyens nécessaires aux poursuites contre les auteurs, parfois anonymes, de délits contre les maires.**

De manière générale, les élus des petites villes, pour l'immense majorité d'entre eux bénévoles, constituent une richesse irremplaçable pour nos territoires. C'est pourquoi l'APVF espère que le **projet de loi Engagement et proximité** en cours de discussion au Parlement permettra des avancées réelles et concrètes dans l'exercice de leur mandat, sous peine d'accentuer la pénurie des vocations aux prochaines élections municipales.

Afin que nos communes soient gérées par des équipes motivées et compétentes, les conditions d'exercice des mandats locaux doivent être améliorées : l'enjeu est bien **l'égalité des chances dans l'accès aux fonctions électives.** A cette fin, les mécanismes de retour à l'emploi, en cas de perte du mandat, doivent être renforcés notamment en amplifiant le mécanisme de **l'allocation différentielle de fin de mandat.**

Par ailleurs, compte tenu des exigences de la fonction de maire dans les petites villes, le Parlement doit avoir le **courage politique** de reconnaître que les indemnités qui leur sont versées

sont insuffisantes en l'état.

## Ce dont rêvent les petites villes en Occitanie et ailleurs

Le 17/09/2019 dans *Le Midi Libre*



Les élections municipales se tiendront dans moins de six mois : elles manifesteront sûrement, une nouvelle fois, l'attachement de la population à leur commune.





L'attrait de nos concitoyens pour l'exercice d'un mandat demeure, lui, plus incertain. Il appartient au législateur, dans le bref délai à sa disposition, de contribuer à rendre l'engagement civique moins anxiogène.

Dans le cadre de ce débat, l'APVF relaiera auprès du Parlement les propositions qu'elle porte de longue date pour la modernisation des conditions d'exercice des mandats locaux. Le lien de confiance noué entre les habitants et leurs élus locaux repose sur la relation de proximité qu'ils entretiennent. C'est pourquoi ce lien doit être préservé, concomitamment au renforcement des structures intercommunales, et le fil entre la commune et l'intercommunalité ne doit pas être coupé. Sauf à basculer dans un système supracommunal, les élus siégeant au sein des **intercommunalités** doivent donc continuer d'être élus **à l'échelle de leur commune**. De plus, le **lien de confiance entre l'intercommunalité et tous les**

garanties d'information des communes membres contribueraient à consolider ce lien.

Un **acte III** de la décentralisation est annoncé. Bien entendu, les maires de petites villes sont favorables à toute réforme qui tendrait à rapprocher les décisions du terrain et à associer les territoires à la définition et à la gestion des politiques publiques. Mais cet acte III appelle une méthode qui procède elle-même d'un « pacte girondin » pour reprendre l'expression du Président de la République, c'est-à-dire d'une **véritable concertation**. A ce titre, il est regrettable que la **Conférence nationale des territoires**, largement plébiscitée par les associations d'élus, ait été mise en sommeil. Pour l'APVF, il faut réhabiliter la Conférence nationale des territoires dans sa version originelle, à savoir une **véritable instance de dialogue et de concertation**. Celle-ci doit permettre, sur la base d'un ordre du jour partagé entre élus locaux

**maires** des communes membres doit être amélioré. L'instauration systématique d'une Conférence des maires, un « discours annuel de l'Union » du Président devant les maires, une amélioration des garanties d'information des communes membres contribueraient à consolider ce lien.

et pouvoir exécutif, d'éclairer les orientations nationales et de constituer le cadre privilégié dans lequel sera débattu et noué un **nouveau contrat territorial**, qui permettra d'approfondir **à la fois les libertés locales et la solidarité entre les territoires**.

A défaut, une métropolisation débridée, dont les inconvénients sont désormais évidents, réduirait notre pays à un immense désert, ponctué de quelques oasis polluées. L'APVF a consacré, non sans réussites, ses 30 premières années à porter une vision alternative et à promouvoir un aménagement du territoire équilibré. La réussite de nombreuses petites villes, champions discrets de la croissance et de l'innovation, prouve que cette vision de notre avenir est, de toutes, la plus pertinente et la plus enthousiasmante ▪

## Petites villes de France : "Il faut tourner le dos à une métropolisation non maîtrisée"

Le 19/09/2019 dans Le Midi Libre

**Midi Libre**



**LES GRANDS ENJEUX |**

**GRAND DÉBAT :  
LES PETITES VILLES  
CONTRE LA FRACTURE  
TERRITORIALE**

**L**e début de l'année 2019 a été marqué par le mouvement social des « gilets jaunes » et par l'organisation du Grand débat national. L'APVF et les élus des petites villes ont fortement participé à ce débat et ont mis en avant la nécessité de réduire les fractures territoriales.

Le mouvement des gilets jaunes a révélé les profondes fractures, notamment territoriales qui traversent notre pays. Ces Français des ronds-points incarnent une « France périphérique » et vivent pour la plupart d'entre eux dans des petites villes et des communes rurales.

### « Le comité des maires a un rôle d'évangéliste au sein du Grand débat »

Le 25/01/2019 dans *Le Courrier des Maires*

LE COURRIER  
DES MAIRES et des élus locaux



Ils ont subi de plein fouet les fermetures de services publics sur les territoires, la désertification médicale rampante, l'augmentation de la vacance commerciale dans les

centres-villes, l'absence de transports publics adaptés ...

## Un besoin de proximité et de reconnaissance

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette crise : l'impératif de proximité, le besoin de justice sociale et le besoin de reconnaissance des habitants des petites villes et de leurs élus, trop souvent oubliés par Paris.

L'APVF a donc proposé, dans le cadre du Grand débat, l'élaboration d'une grande loi de programmation sur « les territoires » ayant pour but de rétablir la confiance entre l'Etat et les collectivités, mais aussi entre niveaux de collectivités. L'objectif est de donner davantage de moyens aux collectivités pour s'organiser dans le cadre d'une nouvelle solidarité territoriale.

## La solidarité territoriale comme réponse à la crise

Dans ce cadre, l'APVF a demandé la création d'un fonds de solidarité territoriale permettant une meilleure diffusion des richesses économiques entre territoires, ainsi que la mise en œuvre rapide d'un pacte de revitalisation des cœurs de petites villes calqué sur le plan Action Cœur de Ville.

Enfin, l'APVF a demandé un ajustement de la loi NOTRe permettant de démocratiser les nouvelles intercommunalités afin de recréer les conditions de la confiance entre les Maires et l'intercommunalité •

### Sous pression, les petites villes veulent un débat « exigeant et constructif »

Le 15/01/2019 dans *La Gazette des Communes*

la Gazette  
des communes • des départements • des régions



### Grand débat national, les petites villes s'attaquent à la fracture territoriale

Le 16/01/2019 dans *La Croix*

LA CROIX





**FINANCES  
PUBLIQUES  
LOCALES : UN  
COMBAT POUR LA  
STABILITE ET LA  
LISIBILITE**

**D**epuis 2017, les relations financières entre l'Etat et les collectivités

territoriales sont marquées par un changement radical de méthode pour la maîtrise des dépenses locales et par l'annonce de la suppression intégrale de la taxe d'habitation. Entre 2018 et 2019, dans la continuité des années précédentes, l'APVF n'a pas ménagé ses efforts pour faire entendre la voix des petites villes dans les domaines de la fiscalité et des finances locales. A l'approche des élections municipales, l'APVF a relayé avec une grande fermeté le besoin de visibilité et de lisibilité des élus locaux. Au-delà de cette impérieuse nécessité, l'APVF a défendu un certain nombre de propositions dont quelques-unes ont retenu l'attention du Gouvernement, notamment la reprise des réflexions portant sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement et la poursuite de la révision des valeurs locatives cadastrales pour les locaux à usage d'habitation, dans un contexte de refonte de la fiscalité locale.

## Une stabilisation de la DGF en trompe l'œil

Malgré la stabilisation globale de la DGF, dont le principe a été arrêté dans la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, les études de l'APVF,

réalisées en partenariat avec La Banque postale, témoignent d'une réalité sur le terrain bien différente : près des trois quarts des petites villes ont subi une baisse de leurs dotations en 2018. Nonobstant les alertes adressées au Gouvernement et aux membres du Parlement lors des dernières discussions budgétaires, l'APVF comptabilise, en 2019, une proportion de baisses individuelles de DGF et de dotation forfaitaire encore plus élevée que l'an passé. Parallèlement, elle constate une augmentation sensiblement moindre de leurs dotations de péréquation.

Dans sa contribution au débat sur la fiscalité et les finances locales, transmise à la Ministre Jacqueline Gourault, l'APVF requière une refonte en profondeur de la DGF, seule à même de garantir efficacement une répartition des ressources plus prévisible et plus équitable des dotations sur l'ensemble du territoire. Des propositions ont été formulées par l'APVF dans cette perspective. D'une part, elle demande que soit instituée, au sein de la DGF, une dotation universelle de fonctionnement garantie à toutes les communes et sanctuarisée. D'autre part, elle appelle à la rénovation des critères de répartition des dotations de péréquation afin qu'ils tiennent davantage compte de la richesse (à la fois de la commune et de la capacité contributive des contribuables) et

des charges (de centralité notamment). Enfin, l'APVF demande que soit institué, en loi de finances, un mécanisme d'évaluation annuelle de l'efficacité de la péréquation. Alors que le projet de loi de finances pour 2019 avait enterré la réforme, le Président de la République a finalement annoncé la reprise des réflexions. Pour l'APVF, cette volonté doit être retranscrite dans le prochain projet de loi de finances.

### Débat sur la fiscalité locale : toutes les propositions des Petites Villes

Le 07/02/2019 dans *La Gazette des Communes*

**la gazette**  
des communes • des départements • des régions



Concernant la réforme de la fiscalité locale, l'APVF, tout en rappelant qu'aucune association n'avait demandé la suppression de la taxe d'habitation, a pris acte de la décision du Gouvernement de transférer aux seules communes la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, accompagnée d'une dotation budgétaire spécifique d'environ 1

milliard d'euros, pour assurer la compensation intégrale de leur perte de recette résultant de la suppression de la taxe d'habitation. Mais, l'APVF a tenu à signaler qu'elle suivrait avec une attention toute particulière les modalités de compensation financière des départements, qui demeurent des alliés incontournables pour les petites villes. Notre association a formé le vœu d'un transfert d'une ressource dynamique et stable pour ces derniers.

Nous estimons que le scénario qui a finalement été retenu est le moins défavorable aux Maires en ce qu'il préserve le mieux leur pouvoir fiscal et que le produit du foncier bâti des départements suffit quasiment à compenser la perte de TH des communes. Surtout, l'APVF, qui la réclamait depuis longtemps, se félicite de la poursuite de la révision des valeurs locatives cadastrales des locaux d'habitation dont le principe a été arrêté dans le projet de loi de finances pour 2020. Nous demandons qu'elle s'opère sans délai.

## Suppression de la TH : pour une compensation à l'euro près

Mais, si l'APVF prend acte des grandes orientations de la réforme, elle s'interroge sur les modalités de sa mise en œuvre technique et son impact sur le territoire. Malgré plusieurs demandes en ce sens, les simulations, qui nous ont été transmises très tardivement, se bornent à décliner, pour chaque commune, le coefficient correcteur mis en place afin de garantir une compensation pérenne et dynamique. S'il n'est pas question d'arrêter trop hâtivement certaines modalités de fonctionnement, l'APVF insiste de nouveau sur le besoin de visibilité et de lisibilité des élus locaux à la veille des élections municipales, et notamment concernant l'impact de la réforme fiscale sur les critères de répartition des dotations.

ce groupe, 1 519 petites villes (soit 62 % des « surcompensées ») ont un surplus de foncier bâti départemental, par rapport à leur ancienne TH, qui représente plus de 25 % de ce foncier bâti transféré (pour 26 % d'entre-elles, ce « surplus » représente plus de 50 % du nouveau produit). Ces chiffres, qui posent la question de la territorialité de l'impôt et du bon fonctionnement de la démocratie



locale, imposent un effort de clarté et de pédagogie de la part du Gouvernement.

Le nouveau schéma de financement des collectivités locales qui s'appliquera à compter de 2021 devra, en tout état de cause, s'accompagner de mécanismes de péréquation efficaces, c'est-à-dire permettant de corriger réellement les inégalités entre les collectivités locales. Une réflexion d'ampleur doit s'engager car la péréquation telle qu'elle est conçue aujourd'hui ne remplit pas cet objectif constitutionnel ■



Sur ce plan, l'APVF, a fait part de ses inquiétudes nombreuses et notamment sur l'affaiblissement du lien qui unit les élus locaux et leurs administrés. Nous avons indiqué que 60 % des petites villes comprises entre 2 500 et 25 000 habitants seront surcompensées, pour un « surplus » équivalent à 1,58 Mds €. Au sein de

Journée finances locales de l'APVF le 22 octobre 2019

**LES GRANDS ENJEUX |**

**REVITALISER LES  
CENTRES-VILLES ET  
RENFORCER  
L'ATTRACTIVITÉ DES  
PETITES VILLES**

**D**epuis maintenant nos territoires. Aux nombreux plusieurs années, groupes de travail et journées l'APVF alerte sur dédiées auxquels elle a participé, l'accroissement de la l'APVF a rappelé, notamment par fracture territoriale. La la voix de Philippe Le Goff, Maire de Guingamp ou Gilles Beder, dévitalisation de nos cœurs de Maire de Salins-les-Bains, la ville est une des causes de cette nécessité d'une action ciblée de fracture grandissante, et il fallait grande ampleur à destination des petites villes et l'urgence de qu'un plan national s'adresse aux petites villes de France, celles qui étaient systématiquement renforcer l'ingénierie territoriale.



*Signature de la lettre d'engagement du plan « Petites villes de demain » en présence de Christophe Bouillon, Jacqueline Gourault et Pierre Jarlier aux 22e Assises des Petites Villes à Uzès*

oubliées. Grâce à l'activité de l'APVF, le plan « Petites Villes de demain » a été annoncé par le Gouvernement à l'occasion de nos 22<sup>es</sup> Assises de notre Association.

## Un plan national pour les petites villes

Après la déception du plan « Action Cœur de Ville » du fait qu'il se soit très largement limité aux villes moyennes, l'APVF s'est battue pour qu'un plan national soit consacré aux petites villes de

cohesion des territoires (ANCT) qui verra le jour au 1er janvier 2020 » et « ce sont les préfets de régions et les délégués départementaux de l'agence qui vont discuter de l'identification des villes ». Les préfets ont pour mission de débiter « les discussions avec les exécutifs régionaux et départementaux pour travailler à un accord ». Cette première période devrait durer environ six mois, jusqu'aux élections. Nous encourageons évidemment tous nos adhérents à se retourner vers les préfets et à nous faire part de leur

## Revitalisation: un plan «cousu-main» pour les petites villes

Le 20/09/2019 dans Le Moniteur

**LE MONITEUR**



candidature à ce programme afin que nous puissions, le cas échéant et dans la mesure du possible, appuyer les candidatures auprès des Ministères et services de l'Etat.

Ce travail de longue haleine n'a été possible qu'après un fort investissement de l'APVF à toutes les étapes du processus. D'abord, notre association s'est mobilisée à l'occasion de la séquence du « Grand Débat » en étant à l'origine de l'ouverture de Livres d'or dans les mairies des petites villes qui le souhaitaient, mais également, en faisant ensuite remonter ses préconisations pour la lutte contre les fractures sociales et territoriales. Les thèmes liés à la mobilité, à la présence des services publics et notamment la question prioritaire de l'accès à l'offre de soins dans les territoires ont été très fortement présents, tant dans les « cahiers de doléances » remplis par nos concitoyens que lors des débats organisés un peu partout sur le



Gouvernement  
n'ayant pas voulu faire une loi globale, la mission « Agenda rural » s'est concentrée à compléter au mieux les lois et dispositions existantes ou les textes en cours de discussion.

territoire. L'APVF n'a cessé de rappeler que la question de la fracture territoriale devait impérativement être mise au premier plan de l'action gouvernementale par un plan de proximité qui puisse donner davantage de moyens aux collectivités pour s'organiser dans le cadre d'une nouvelle solidarité territoriale.

### **173 mesures en faveur du monde rural**

Ce travail s'est ensuite poursuivi avec la mission de l'Agenda Rural à laquelle nous avons été pleinement associés, puisque Pierre Jarlier, Président délégué de l'APVF, faisait partie des cinq élus retenus pour présenter des propositions concrètes à la Ministre de la Cohésion des territoires, Madame Jacqueline Gourault. 200 propositions concrètes ont été remises, ce qui a constitué la conclusion de de trois mois de travail, dont 180 auditions. Nathalie Nieson et Nicolas Sauret ont notamment été auditionnés pour l'APVF. Le

Les élus de notre Association ont été présents à divers tables rondes et journées spécifiques consacrées aux enjeux de la revitalisation dans les petites villes, à la place du numérique dans cette transition ou encore à la réflexion autour des enjeux propres aux défis démographiques. Nous avons ainsi tenu une table-ronde à Uzès sur la revitalisation de nos cœurs de ville, avec les expériences originales et pertinentes sur les territoires et la présentation des travaux de Recherche d'Emmanuel Vigneron. Nicolas Soret, Vice-président de l'APVF, est intervenu le jeudi 7 novembre dans un colloque organisé par la Délégation aux collectivités territoriales du Sénat sur « les collectivités territoriales, leviers de développement des ruralités ». Il a notamment profité de l'occasion pour rappeler les inégalités territoriales en termes d'ingénierie qui ne cessent de se creuser ▪

### **Agenda rural : « Il faut construire un nouveau logiciel au service de l'égalité des territoires »**

*Le 09/04/2019 dans Le Courrier des Maires*

LE COURRIER  
DES MAIRES et des élus locaux



### **"Agenda rural" : le gouvernement met l'accent sur les petits commerces et la jeunesse**

*Le 20/09/2019 dans l'Obs*

**L'Obs**



**LES GRANDS ENJEUX |**

**RÉSORBER LA  
FRACTURE DES  
MOBILITES**

**A** lors même que depuis plusieurs années, l'APVF alerte les pouvoirs publics nationaux sur l'accroissement des fractures territoriales lié aux problèmes d'accessibilité, le Gouvernement commence à peine à prendre conscience de l'enjeu sans y apporter de réponse véritable. A l'origine de la crise des Gilets Jaunes, la question des mobilités a en effet été placée au cœur du débat public en 2019. L'APVF s'est donc efforcée encore une fois cette année de défendre une mobilité plus inclusive et plus durable dans tous nos territoires.

## Répondre aux défis de la mobilité du quotidien

L'APVF s'est notamment mobilisée à l'occasion du projet de loi d'Orientation des Mobilités qui était censé répondre aux défis de la mobilité du quotidien. Elle a salué la désignation des communautés de communes comme autorité organisatrice de la mobilité, réclamée depuis longtemps par l'APVF. Ses demandes répétées de précisions sur le financement de cette nouvelle compétence et des actions prévues ont quant à elles été vaines. Force est donc de constater que le Gouvernement refuse une nouvelle fois de s'attaquer aux fractures territoriales liées à la mobilité.

Ces questions de mobilités ont

été au cœur des échanges lors des Assises des Petites Villes qui se sont tenues les 19 et 20 septembre derniers à Uzès. Une table ronde spécifique sur ce sujet a été organisée. Il a notamment été question des problèmes

d'accessibilité

grandissant dans les

petites villes qui alimentent le sentiment d'abandon de cette France « périphérique ». Les Assises de l'APVF ont aussi été l'occasion d'aborder les questions de mobilité durable par le biais d'un atelier qui a réuni plus de 50 élus locaux mais aussi des entreprises du secteur. Les élus présents ont profité de l'occasion pour partager leurs bonnes pratiques et présenter les actions mises en œuvre dans leur territoire.

## L'APVF aux côtés de ses partenaires pour innover

Toujours dans ce souci d'accompagner les territoires face à leurs problèmes de mobilités, l'APVF a aidé la SNCF à élaborer son application mobile permettant aux usagers d'avoir une vision complète et intégrée de toute l'offre de mobilité sur leur territoire. L'APVF participe également à l'élaboration du



*Intervention de Christophe Bouillon au Paris City Life organisé par la Tribune à l'Hôtel de Ville de Paris*

baromètre de la mobilité piloté par la plateforme Wimoov qui regroupe plus de 100 professionnels du secteur. Enfin, l'APVF vient de signer un partenariat avec France Mobilités afin de favoriser le développement des mobilités innovantes et durables dans les territoires.

Christophe Bouillon a pu rappeler tous les défis des territoires en matière de mobilité à l'occasion du Paris City Life organisé par le Journal la Tribune. Le Président de l'APVF a notamment défendu une vision de la mobilité plus durable et plus innovante en partant de ce qui est fait dans les territoires ▪



**LES GRANDS ENJEUX |**

**POUR UN NOUVEL  
ACTE DE  
DÉCENTRALISATION  
ET UN VÉRITABLE  
STATUT DE L'ÉLU**

Cette année, l'APVF a été particulièrement active pour porter ses propositions en faveur d'un nouvel acte de décentralisation et d'un véritable statut de l' élu local. Après la loi NOTRe et ses « irritants » et un grand débat qui a mis en évidence le rôle central des élus locaux pour lutter contre les fractures territoriales et entretenir la proximité avec les Français, les élus des petites villes attendaient des « preuves d'amour » de la part du Gouvernement.

Diminution des dotations, sentiment de dépossession face à une intercommunalité qui concentre de plus en plus de pouvoirs, augmentation des incivilités et des violences : les difficultés auxquelles doivent faire face les maires des petites villes sont nombreuses.

### **Statut de l' élu : les petites villes comptent bien saisir l'opportunité**

*Le 25/06/2019 dans Le Courrier des Maires*

**LE COURRIER  
DES MAIRES** et des élus locaux

Dans ce contexte et dans le cadre du projet de loi Engagement et proximité, l'APVF a porté plusieurs propositions pour lever les freins à l'engagement local et permettre au plus grand nombre d'accéder à un mandat local.

Dans un document publié au printemps, l'APVF a formulé 10 propositions pour améliorer les conditions d'exercice des mandats locaux, notamment pour accompagner les élus en fin de mandat, compléter la protection des élus salariés, amplifier l'allocation différentielle de fin de mandat, et faciliter la création d'entreprise. De même, nous avons proposé que les conditions d'engagement de la responsabilité pénale des élus soient clarifiées.

### **Revaloriser les indemnités des élus de petites villes**

L'APVF a beaucoup porté la question des indemnités. C'est souvent dans les petites villes qu'il est le plus difficile pour un maire et pour ses adjoints de concilier un mandat local avec l'exercice d'une activité professionnelle, même à temps partiel. Les maires des petites villes doivent gérer une administration importante, font face à des problématiques de plus en plus complexes. La plupart des maires de petites villes touchent une indemnité inférieure à 2 000€ net par mois, soit moins que le revenu moyen des Français. C'est pourquoi l'APVF a souhaité que le plafond de l'indemnité des maires de petites villes soit porté à 80% de l'indice 1015 (soit 3 096€ bruts par mois). Christophe Bouillon a adressé un courrier à Sébastien Lecornu à ce sujet. L'APVF a été

auditionnée à plusieurs reprises au Sénat et à l'Assemblée Nationale sur ces sujets, notamment dans le cadre du projet de loi Engagement et proximité. Des avancées importantes ont été obtenues avec la prise en charge des frais de garde. Nous continuerons à porter ce sujet important dans les prochains mois.

### **Une conférence des maires dans chaque EPCI**

Il est aussi important d'agir sur les compétences des maires. L'APVF s'est ainsi mobilisée et a obtenu la création d'une conférence des maires obligatoire au sein des intercommunalités. Le Sénat avait également, sous l'impulsion de l'APVF, rendu le transfert de la compétence eau et assainissement aux EPCI optionnel. L'Assemblée nationale est malheureusement revenue sur cette mesure -

### **« Contre les irritants de la loi NOTRe, il ne suffit pas de passer de la pommade »**

*Le 10/09/2019 dans La Gazette des Communes*

**la gazette**  
des communes • des départements • des régions



**LES GRANDS ENJEUX |**

**DÉVELOPPER  
L'OFFRE DE SOINS ET  
LUTTER CONTRE LES  
DÉSERTS MÉDICAUX**

L'APVF a porté, notamment dans le cadre du Grand débat, la lutte contre la désertification médicale. L'APVF a rappelé la pertinence de plusieurs de ses propositions historiques : la régulation de l'installation des médecins dans les zones sous-dotées, la création de « territoires prioritaires de santé » ou un moratoire sur les fermetures de services hospitaliers, notamment des maternités par exemple.

## Réguler l'installation des médecins

Au mois de février, l'APVF a souhaité discuter avec le Gouvernement pour faire remonter les intérêts des petites villes. Dans le cadre du projet de loi Santé, la création du label « hôpitaux de proximité » par ordonnance a suscité de fortes interrogations de la part de notre association. A cette occasion, l'APVF a rappelé la nécessité de réguler l'installation des médecins. Le Bureau de l'APVF a interpellé les parlementaires afin qu'ils prennent des mesures fortes et volontaristes à la hauteur du défi de la désertification médicale. L'APVF a toujours souhaité être un partenaire constructif : elle a rappelé que si la fin du *numerus clausus* était une mesure positive, celle-ci ne donnera pas de résultats significatifs avant dix ou quinze ans. Or, le problème de la désertification médicale impose des réponses urgentes.

Malgré des avancées, l'APVF estime que la réforme n'est pas à la hauteur de l'enjeu. En effet, nous considérons qu'en continuant à fermer des

maternités dans les territoires ruraux et périurbains déjà en manque de services médicaux, le Gouvernement ne fait qu'accentuer cet éloignement et engorger les services dans les plus grands établissements.

## Un colloque sur l'offre de soins

L'APVF a continué à alerter les pouvoirs publics, notamment via l'organisation d'un colloque au mois d'avril, sur l'offre de soins de santé en zones sous-dotées. Nous avons continué à proposer au Gouvernement de discuter autour de quelques thématiques fortes : décentralisation et territorialisation, gouvernance et pilotage des politiques publiques de santé, et nécessité de réformes ambitieuses pour répondre aux inégalités sociales, sanitaires et économiques qui se creusent.

Les mesures annoncées par la Ministre Agnès Buzyn en septembre, nous sont apparues de ce fait intéressantes sur le fond, mais insuffisantes. Nous avons continué à faire remonter nos préoccupations au cabinet de la Ministre, que nous avons rencontré le 12 novembre dernier, ainsi qu'à l'occasion d'une table-ronde organisée dans les locaux de notre association le 3 décembre, en présence de Conseillers du Premier ministre, de la Ministre de la Santé, de Directeurs d'ARS ou de la Direction de la Fédération hospitalière, devant plusieurs élus et représentants de nos

communes adhérentes.

La crise que traverse actuellement l'hôpital public ne pourra se résorber que si des réponses structurantes et transversales sont apportées : notre système d'offre de soins n'opère plus, et des investissements tant humains que matériels devront être considérés pour répondre à l'urgence de la situation. C'est dans ce sens que l'APVF continuera à œuvrer dans l'année en cours ■



### Déserts médicaux : les sept propositions de l'APVF et Villes de France

Le 11/04/2019 dans La Gazette des Communes

**la Gazette**  
des communes • des départements • des régions



**LES GRANDS ENJEUX |**

**FAIRE DES PETITES  
VILLES LE MOTEUR  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

L'APVF s'est mobilisée pour aider les collectivités à se défendre une transition écologique plus juste, plus locale et plus ambitieuse. Elle s'est donc efforcée d'informer les élus, de représenter les petites villes et de proposer à l'Etat des solutions pour répondre au défi de la transition écologique.

Face à la complexité de plus en plus grande des questions environnementales, les élus des petites villes ont besoin d'être accompagnés pour bien comprendre les enjeux en la matière. De nombreux textes environnementaux à forts enjeux pour les territoires ont été discutés par le Parlement cette année : Programmation pluriannuelle de l'énergie, petite loi énergie, PLF2020, projet de loi économie circulaire. Pour l'ensemble de ces textes, l'APVF a proposé des décryptages pour mieux comprendre les évolutions et enjeux qui en découlent.

## Accompagner et représenter les collectivités

Afin d'informer les élus sur les innovations dans les territoires, l'APVF a commencé à publier des fiches de bonnes pratiques qui mettent en avant les initiatives des territoires en matière de transition écologique.

Enfin, l'APVF vient de publier avec plusieurs autres associations un guide pratique

pour aider les collectivités à se saisir des objectifs du développement durable des Nations Unies.

En plus d'informer les petites villes, l'APVF s'est également efforcée de les représenter auprès des acteurs institutionnels et

environnementaux. A l'occasion des nombreuses rencontres avec les Ministres en charge de la transition écologique, l'APVF a rappelé les enjeux clés pour les territoires en la matière. Elle a par exemple été étroitement associée à l'élaboration des Contrats de Transition Ecologique et aux discussions sur la consigne.

Afin de renforcer son travail avec les acteurs privés de l'énergie, l'APVF a notamment participé au jury et à la cérémonie du prix des énergies citoyennes d'Engie Cofely qui récompense chaque année les territoires qui agissent en faveur de la transition énergétique. Christophe Bouillon est également intervenu à l'occasion du Congrès national du SER pour y défendre la place des territoires dans la transition énergétique.

## Une bataille contre la consigne plastique

Au-delà de sa mission d'information et de



Intervention de Christophe Bouillon au congrès du SER

représentation, l'APVF est également une force de proposition attendue et entendue. A l'occasion des discussions sur le PLF2020 ou sur le projet économie circulaire, l'APVF a rencontré des parlementaires et représentants du Gouvernement afin de présenter leur position et proposition en la matière. Elle a notamment plaidé pour une transition écologique plus ambitieuse, plus concrète et plus juste avec l'affectation d'une part des recettes de la fiscalité carbone directement au territoire, la mise en place d'un grand plan de rénovation énergétique des bâtiments et le ciblage de l'ingénierie sur les territoires les plus en difficultés. Sur la question de la consigne sur les bouteilles plastiques, l'APVF a travaillé avec l'ensemble des associations d'élus et le Gouvernement pour trouver une solution qui réponde véritablement aux enjeux de l'économie circulaire. En matière de transition écologique, l'APVF compte bien poursuivre sa mobilisation au service des territoires •

**LES GRANDS ENJEUX |**

**POUR UNE EUROPE  
DES TERRITOIRES ET  
UNE COOPÉRATION  
DÉCENTRALISÉE  
AMBITIEUSE**

**A** lors que partout au sein de l'UE s'expriment inquiétudes, désarroi et tentations populistes, l'APVF a toujours eu à cœur d'exprimer son attachement au projet européen.



*Signature de la résolution lors de l'AG de la Confédération européenne des petites villes le 8 novembre à Berlin*

L'APVF œuvre depuis 2011, dans le cadre de la Confédération des Petites Villes et Municipalités de l'Union Européenne, pour une meilleure prise en compte des spécificités des territoires dits « périphériques » dans le cadre de l'élaboration des politiques européennes. Les collectivités à taille humaine qui assurent un lien de proximité essentielle pour nos concitoyens, doivent être reconnues en tant que vecteurs de citoyenneté européenne. Alors que 60% des politiques locales sont directement influencées par la politique européenne, elles doivent également pouvoir compter sur le soutien des institutions européennes pour la mise en œuvre des politiques décidées à Bruxelles et à Strasbourg. Outre l'information à

nos adhérents sur les différents projets de financements européens comme « Wifi4EU », nous avons adopté une approche proactive. L'APVF s'est fortement mobilisée auprès des décideurs européens, en prenant rendez-vous avec plusieurs Députés européens, ainsi que la Direction de la Commission européenne, pour défendre une idée simple : les budgets européens ne peuvent baisser, et les politiques de solidarités territoriales ne sauraient être les variables d'ajustement de la faiblesse du budget européen plafonné à 1% du PIB. Ce fut l'objet d'une journée à Bruxelles le 8 octobre dernier, avec nos partenaires.

## Mobilisés avec la confédération européenne des petite villes

Notre Association s'est également pleinement investie au sein de la Confédération des Petites Villes et Municipalités de l'Union européenne, notamment à l'occasion de l'Assemblée générale qui s'est tenue à Berlin les 6, 7 et 8 novembre derniers. Ce fut l'occasion pour nos élus d'un échange avec la Représentation de la Commission européenne, le Ministère des

Affaires étrangères, les Députés, ainsi que l'Office franco-allemand pour la transition énergétique. L'Assemblée générale fut également l'occasion de réélire Christophe Bouillon à la Vice-Présidence et de désigner André Robert en qualité de Trésorier et Tugdual Le Lay au secrétariat général.

Nous sommes convaincus que nos priorités seront d'autant plus audibles et entendues que nous serons nombreux à les porter. C'est pour cela que nous avons intensifié les discussions avec le Comité européen des Régions et l'AFCCRE. C'est dans ce cadre que nous avons également participé début décembre aux Rencontres franco-allemandes d'Essen, organisées par l'AFCCRE. L'occasion pour nous d'amplifier nos contacts avec les petites collectivités d'autres Etats Membres, et de partager des préoccupations, défis et solutions communs.

Enfin, l'APVF accorde également une importance forte à la coopération décentralisée à l'international. C'est une manière pour nous de participer à un partage de bonnes pratiques entre collectivités et de valoriser nos actions à l'extérieur. C'est ainsi que nous avons participé aux rencontres internationales de Ras Jebel en Tunisie en juin dernier ▪



# « UN AN AVEC L'APVF »

## Mercredi 9 janvier

- Réunion du Bureau exécutif
- Rencontre avec Frédéric VALLETOUX, Président de la FHF

- Rencontre entre l'APVF et la Ministre en charge des transports, Elisabeth Borne

## Mardi 15 janvier

- Réunion du Bureau et cocktail de vœux

## Mardi 15 janvier

- Rendez-vous avec Gérard LARCHER, Président du Sénat

## Mercredi 16 janvier

- Rencontre avec la SMACL
- Conférence de presse de l'APVF pour présenter ses propositions dans le cadre du Grand Débat

## Jeudi 17 janvier

- Rencontre avec le Conseiller Parlementaire et territoire du Ministre en charge la Transition écologique et solidaire, François DE RUGY

## Jeudi 24 janvier

- Réunion de préparation du guide pour l'appropriation de l'agenda 2030 par les collectivités

## Vendredi 25 janvier

- Rencontre avec des maires de collectivités tunisiennes

## Mardi 29 janvier

- Rendez-vous avec l'association Villes Internet

## Mercredi 30 janvier

- Rencontre entre l'APVF et la Confédération des Buralistes de France

## Vendredi 1<sup>er</sup> février

- Formation « Les petites villes, à l'approche des élections » à Montpellier

## Lundi 4 février

- Réunion de cadrage de la table-ronde santé du 10 avril – APVF
- Echange avec des parties prenantes sur la sous-estimation du risque de cyber criminalité

## Mardi 5 février

- Réunion du Bureau exécutif

## Mercredi 6 février

- Intervention de Christophe BOUILLON au colloque annuel du Syndicat des Energies Renouvelables

## Vendredi 8 février

- Journée Antilles/Guyane organisée par l'APVF pour la présentation de la loi de finances pour 2019 et de ses conséquences sur les budgets locaux

## Mardi 12 février

- Séance plénière du Comité des finances locales à l'Assemblée nationale
- Audition de l'APVF à l'Assemblée nationale dans le cadre de la préparation de la LOM

## Jeudi 14 février

- Rencontre de la Confédération européenne des petites villes de l'Union européenne



*Journée Antilles/Guyane organisée à la Guadeloupe par l'APVF le 8 février 2019*

**Mardi 19 février**

- Audition à l'Assemblée Nationale - Nouvelle organisation territoriale
- Rencontre avec le Directeur général de la SNCF

**Jeudi 21 février**

- Rencontre avec le Dr. KLIMCZAK sur l'avancée des travaux de l'indice de Bien-être territorial

**Lundi 25 février**

- Réunion de préparation des Contrats de Transition Ecologique avec le Cabinet de la Secrétaire d'Etat en charge de la transition écologique, Emmanuel WARGON

**Mardi 26 février**

- Présentation du projet de loi Santé – Assemblée nationale

**Jeudi 28 février**

- Rencontre sur les petites centralités – CGET
- Rencontre avec le Ministre en charge de la Transition Ecologique, François DE RUGY

**Lundi 4 mars**

- Echange avec le Dr Pierre MICHELETTI sur les problématiques de santé pour les petites villes

**Lundi 11 mars**

- Participation de l'APVF à la journée de restitution du Grand Débat National

**Mardi 12 mars**

- Réunion du Bureau de l'APVF

**Mercredi 13 mars**

- Conférence Fiscalité et des dépenses publiques dans le cadre du Grand débat national

**Jeudi 14 mars**

- Rendez-vous avec Anne-Claire MIALOT, conseillère du Président de la République
- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux pour l'audition du Syndicat national des Directeurs des grandes collectivités territoriales

**Vendredi 15 mars**

- Formation « Les petites villes, à l'approche des élections » à Toulouse

**Jeudi 21 mars**

- Rencontre sur les petites centralités – CGET

**Mardi 26 mars**

- Audition à l'Assemblée Nationale – Radicalisation

**Vendredi 29 mars**

- Formation « Les petites villes, à l'approche des élections » à Orléans

**Lundi 1<sup>er</sup> avril**

- Réunion sur la police de sécurité du quotidien

**Mardi 2 avril**

- Réunion du Bureau exécutif
- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux pour l'audition de la rapporteure sur le projet de loi de transformation de la fonction publique

**Mercredi 3 avril**

- Audition à l'Assemblée Nationale – Fonction publique territoriale

**Vendredi 5 avril**

- Rencontre avec le Directeur de cabinet d'Agnès BUZYN pour un point étape réforme « Ma santé 2022 »

**Mercredi 10 avril**

- Colloque sur le projet de loi Santé – APVF - Villes de France en partenariat avec la MNT
- Réunion technique de la Coordination des employeurs territoriaux de préparation de la méthodologie de la concertation en vue du débat parlementaire sur le projet de loi de transformation de la fonction publique

**Jeudi 11 avril**

- Déplacement à Bruxelles – Confédération des petites villes de l'Union européenne

- Rendez-vous avec le Maire de la collectivité de Ras Jebel (Tunisie)

#### **Mardi 17 avril**

- Réunion technique de l'APVF avec la DGFIP sur la taxe séjour

#### **Mercredi 25 avril**

- Audition de l'APVF par les rapporteurs spéciaux sur la mission « Relation avec les collectivités territoriales : avances aux collectivités territoriales », dans le cadre de leurs travaux pour le « printemps de l'évaluation »

#### **Lundi 6 mai**

- Réunion sur la police de sécurité du quotidien

#### **Mardi 14 mai**

- Intervention au colloque organisé par l'Union Sport Cycle

#### **Mercredi 15 mai**

- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux pour l'audition du député Jacques SAVATIER, et du sénateur Arnaud DE BELENET, auteurs du rapport « Formation et gestion des carrières des agents des collectivités territoriales »

#### **Vendredi 17 mai**

- Formation « Les petites villes, à l'approche des élections » à Bordeaux

#### **Mardi 21 mai**

- Conseil d'administration de l'APVF  
- Audition par la mission Agenda Rural de deux élus de l'APVF

#### **Mercredi 22 mai**

- Rendez-vous avec Renaud DUPLAY, directeur de cabinet de Sébastien LECORNU, ministre chargé des Collectivités territoriales

#### **Vendredi 24 mai**

- Rendez-vous avec Anne DE BAYSER, Secrétaire générale adjointe de l'Elysée

#### **Lundi 27 mai**

- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux sur le projet de loi de transformation de la fonction publique

#### **Mardi 28 mai**

- Rendez-vous avec l'Ordre des pharmaciens

#### **Mardi 4 juin**

- Réunion du Bureau exécutif  
- Audition de l'APVF par les rapporteurs de la commission des lois du Sénat, dans le cadre de l'examen du projet de loi de transformation de la fonction publique

#### **Mercredi 5 juin**

- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux sur le projet de loi de transformation de la fonction publique

#### **Jeudi 6 juin**

- Intervention d'un élu de l'APVF, à la journée régionale sur la revitalisation des cœurs de ville organisée par la région Bourgogne Franche Comté

#### **Mardi 11 juin**

- Séance plénière du Comité des finances locales à l'Assemblée nationale et à la réunion du groupe de travail dédié à la situation financière des collectivités ultramarines

#### **Mardi 18 juin**

- Audition d'une délégation de l'APVF par Gérald DARMANIN et Jacqueline GOURAULT sur la réforme de la fiscalité locale

#### **Mardi 25 juin**

- Réunion du Bureau de l'APVF  
- Echange avec Infranum sur la désertification numérique des territoires

#### **Mardi 2 juillet**

- Intervention de Christophe BOUILLON aux rencontres de l'investissement et du financement de la transition énergétique organisées par l'IPAG

#### **Mercredi 3 juillet**

- Intervention de Christophe BOUILLON dans le cadre de la 5e édition du rendez-vous des finances locales

#### **Jeudi 4 juillet**

- Audition de l'APVF par la commission d'information sur l'évaluation de l'impact de la loi du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République de l'Assemblée nationale

#### **Mardi 9 juillet**

- Audition de l'APVF par le Ministère de la culture sur la politique culturelle dans les petites villes
- Réunion de la commission des finances de l'APVF sur la réforme de la fiscalité locale

#### **Mercredi 10 juillet**

- Organisation avec Enedis d'une table ronde sur la transition énergétique dans les territoires

#### **Jeudi 11 juillet**

- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux
- Réunion de concertation avec le cabinet d'Olivier DUSSOPT et les services de la DGFIP et de la DGCL sur la réforme fiscale

#### **Mardi 23 juillet**

- Réunion du groupe de travail consacré à la réforme fiscale du Comité des finances locales à l'Assemblée nationale

#### **Mardi 10 septembre**

- Réunion du Bureau de l'APVF
- Audition par le groupe socialiste du Sénat d'un élu de l'APVF sur projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire

#### **Mercredi 11 septembre**

- Audition au Sénat – Projet de loi Engagement et proximité

#### **Jeudi 12 septembre**

- Réunion de cadrage de l'initiative Fabrique Prospective – CGET

#### **Jeudi 19 et vendredi 20 septembre**

- 22èmes Assises des Petites Villes à Uzès (Pont-du Gard)

#### **Mercredi 25 septembre**

- Réunion du Comité scientifique et technique de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, sur la plateforme des données partagées de l'OFGL
- Réunion de la présentation de la loi de finances pour 2020 par le ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités territoriales

#### **Mardi 1er octobre**

- Réunion du Comité des finances locales à l'Assemblée nationale
- Réunion de la commission des finances de l'APVF sur la réforme de la fiscalité locale

#### **Mercredi 2 octobre**

- Réunion technique de la Coordination des employeurs territoriaux, travail sur les décrets d'application de la loi de transformation de la fonction publique

#### **Jeudi 3 octobre**

- Audition de l'APVF par la Délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale sur les articles du projet de loi de finances relatifs à la réforme de la fiscalité locale

#### **Mardi 8 octobre**

- Réunion avec Christelle DUBOS, Secrétaire d'Etat, sur la tarification sociale des cantines
- Entretien au PE et à la Commission européenne – Confédération petites villes de l'UE

#### **Mardi 15 octobre**

- Réunion du Bureau de l'APVF
- Rencontre avec la SMACL

#### **Mercredi 16 octobre**

- Réunion sur l'initiative Fabrique Prospective – CGET



#### **Jeudi 17 octobre**

- Rencontre avec Dr. François KLIMCZAK sur l'élaboration d'un indice de Bien-être territorial
- Audition de l'APVF par la députée, Christine PIRÈS BEAUNE, rapporteur pour avis de la mission « Dégrevement et compensations d'impôts locaux »

#### **Vendredi 18 octobre**

- Colloque au Sénat sur les politiques culturelles dans les petites villes

#### **Mardi 22 octobre**

- Journée Finances locales de l'APVF consacrée à la présentation du projet de loi de finances pour 2020 et de ses conséquences sur les budgets locaux, organisée avec la BPCE

#### **Jeudi 24 octobre**

- Audition à la Cour des comptes – Polices municipales
- Audition à l'Assemblée Nationale – Projet de loi Engagement et proximité

#### **Mardi 29 octobre**

- Audition de l'APVF par les Sénateurs Alain RICHARD, Didier RAMBAUD, Bernard BUIS et Noëlle RAUSCENT, sur le projet de loi de finances pour 2020
- Audition de l'APVF sur la politique culturelle dans le cadre de mission confiée par le Premier ministre à la Députée Aurore BERGER sur ce sujet

#### **Lundi 4 novembre**

Participation de l'APVF à la remise des Prix des Energies Citoyennes d'Engie Cofely

#### **Mardi 5 novembre**

- Journée revitalisation et numérique dans les centres-villes – organisée par la Gazette des Communes
- Réunion technique de la Coordination des employeurs territoriaux, travail sur les décrets d'application de la loi de transformation de la fonction publique

#### **Mercredi 6 novembre**

- Rencontre avec Bruno PATINO, auteur, sur les dangers, risques et limites du numérique

#### **Mercredi 6, jeudi 7 et vendredi 8 novembre**

- Assemblée générale de la Confédération européenne des Petites villes et rencontres avec la Représentation de la Commission européenne à Berlin, des diplomates du Ministère des Affaires Etrangères, des Parlementaires au Bundestag, et l'office franco-allemand pour la transition énergétique

#### **Jeudi 7 novembre**

- Intervention de l'APVF au colloque sur la ruralité et les petites villes organisé par la Délégation aux collectivités territoriales du Sénat

#### **Mardi 12 novembre**

- Rencontre avec le Directeur de cabinet de Agnès BUZYN pour un point étape réforme « Ma santé 2022 »
- Rencontre HADOPI sur la Wifi territoriale
- Audition de l'APVF sur les crédits de la mission « Relations avec les collectivités locales », dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2020

#### **Lundi 18 novembre**

- Rendez-vous avec Vincent LE ROUX, directeur de cabinet du Président du Conseil Economique Social et Environnemental
- Rencontre avec le MEAE sur les dossiers européens en cours

#### **Mardi 19 novembre**

- Conseil d'administration de l'APVF
- Réunion de lancement de la Fabrique Prospective – CGET

#### **Jeudi 21 novembre**

- Présentation de la motion commune aux Associations d'élus sur la fiscalité locale au 102<sup>ème</sup> Congrès des Maires

#### **Mardi 25 novembre**

- Réunion avec l'APVF avec Elisabeth BORNE, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire sur la question de la consigne

### **Mercredi 26 novembre**

- Intervention de Christophe BOUILLON sur les mobilités à l'occasion de l'événement « l'Alliance des Territoires » organisé par la Tribune.

### **Mercredi 27 novembre**

- Entretien avec Matej TONIN, Député solvène – Confédération européenne des petites villes
- Instance nationale partenariale programme DCANT pour une administration numérique territoriale – DINUM

### **Jeudi 28 novembre**

- Rencontre avec le cabinet Cédric O, Secrétaire d'Etat au Numérique – Bercy

### **Lundi 2 décembre**

- Réunion du Comité des finances locales à l'Assemblée nationale

### **Mardi 3 décembre**

- Rencontre avec le Directeur de cabinet d'Agnès BUZYN pour un point étape réforme « Ma santé 2022 »
- Table-ronde APVF sur la désertification médicale avec les cabinets du Premier Ministre, d'Agnès BUZYN et de Jacqueline GOURAULT, ainsi que des représentants de l'ARS et de la FHF
- Conférence de presse de l'APVF pour la présentation de la 5<sup>ème</sup> édition du Regard financier sur les petites villes

### **Mercredi 4 décembre**

- Réunion plénière du Comité scientifique et technique de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales
- Réunion technique de la Coordination des employeurs territoriaux sur les décrets d'application de la loi de transformation de la fonction publique

### **Jeudi 5 et vendredi 7 décembre**

- Rencontres franco-allemandes de l'AFCCRE – Confédération européenne des petites villes

### **Mardi 10 décembre**

- Rencontre avec Isabelle COUSTET, Directrice des bureaux du PE à Paris – Confédération européenne des petites villes
- Rendez-vous avec le CGET et Régions de France sur les fonds de cohésion
- Réunion du Conseil d'orientation de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales
- Réunion de la Coordination des employeurs territoriaux

### **Jeudi 12 décembre**

- Rencontre sur la problématique du vieillissement et de la fracture territoriale – assemblée nationale
- Première réunion du Conseil d'administration de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT). Election de Christophe Bouillon en tant que Vice-Président

### **Vendredi 13 décembre**

- Séminaire « Les villes petites et moyennes : état de la recherche et paroles d'élus » - CGET

### **Lundi 16 décembre**

- Rendez-vous avec Jacques TOUBON, Défenseur des droits

### **Mardi 17 décembre**

- Conseil scientifique de l'APVF
- Signature d'une convention de partenariat entre France Mobilités et l'APVF







**Association des Petites Villes de France**

42, boulevard Raspail - 75007 Paris  
Tél. : 01 45 44 00 83 - Fax : 01 45 48 02 56  
[www.apvf.asso.fr](http://www.apvf.asso.fr)